

Daniel Bensaïd

Lu d'ailleurs

The Long Twentieth Century

► De Giovanni Arrighi Londres, Verso, 2000 Non traduit en français, le livre de Giovanni Arrighi, paru en 1994 et réédité en 2000, a suscité de multiples débats dans les pays anglophones et hispanophones. À partir de la montée en puissance du capital vénitien et génois, il démêle les fils croisés des deux procès constitutifs de la modernité : la formation d'un système capitaliste mondial et d'un système d'États nationaux. Arrighi fonde explicitement sa thèse sur l'héritage de Braudel, pour qui le capital triomphe seulement lorsqu'il est identifié à l'État, tout en précisant cependant que les « technologies du pouvoir étatique » ne sont pas réductibles au « territorialisme » qui assigne l'accumulation et la reproduction du capital à un territoire déterminé. Les périodes où les flux financiers apparaissent comme la forme dominante du développement se présentent ainsi comme des phases de transition entre régimes d'accumulation.

L'ère du capital financier ne serait donc pas une étape inédite, ni le stade ultime ou suprême du capitalisme, mais un phénomène récurrent, cyclique, de son développement. Le « long XX^e siècle » connaît de même une séquence d'expansion financière à la fin du XIX^e siècle, puis une expansion matérielle soutenue par les politiques keynésiennes de l'État social au long des « trente glorieuses », avant de connaître à nouveau, dans les dernières décennies, l'expansion financière et le recul du « capitalisme organisé » devant l'accumulation flexible et le capitalisme désorganisé. Les périodes d'expansion financière apparaissent

ainsi comme des signes caractéristiques « de l'automne » d'un cycle, selon la formule de Braudel.

Arrighi distingue pour sa part quatre cycles systémiques, de plus en plus courts : a) le cycle génois (du XV^e siècle au début du XVII^e) ; b) le cycle hollandais (de la fin du XVI^e au XVIII^e) ; c) le cycle britannique (du XVIII^e au début du XX^e) ; d) le cycle américain enfin, du début du XX^e à nos jours.

S'inspirant encore de Braudel, Arrighi insiste sur la différence entre le capitalisme (qui a toujours impliqué, dans la sphère de la circulation, un jeu de flux et de réseaux, à commencer par ceux du crédit et de la monnaie), et la territorialisation des rapports de production. De 1550 à 1640, la montée en puissance de l'hégémonie hollandaise résulterait pour une large part de l'augmentation vertigineuse des coûts de protection requis pour les transports et les échanges. Cette phase d'expansion financière débouche en 1648 sur la paix de Westphalie et sur la stabilisation relative d'un système d'États basé sur la réorganisation de l'espace politique dans l'intérêt de l'accumulation du capital : rationalisant la technique militaire, le « network » hollandais enserme alors le monde.

L'hégémonie britannique prend le relais après la défaite hollandaise et le traité de Vienne. Au début du XIX^e siècle, les États occidentaux contrôlent environ 35 % de la surface terrestre. En 1878, ils en contrôlent 67 %, et en 1914, 85 %. Il en résulte un sentiment puissant d'identité entre l'intérêt britannique et l'intérêt universel : l'économie mondiale qui sedessine alors est indissociable d'un empire mondial. Dès avant 1914, l'émergence des États-Unis et de l'Allemagne annonce pourtant le lent déclin de l'empire britannique. Toute l'histoire de l'impérialisme américain apparaît en effet, selon Stedman Jones, comme un vaste procès de

conquête et d'occupation territoriale à domicile : une territorialisation « at home » dont résulte une fusion organique entre capitalisme et territorialité. Cette forme d'expansion bénéficie d'une situation plus favorable que celle de l'Allemagne obsédée par l'élargissement de son Lebensraum. Quant à la Grande-Bretagne, la charge de sa propre hégémonie devient alors trop lourde à porter, comme ce fut auparavant le cas pour la Hollande au début du XVIII^e siècle.

Le XIX^e siècle a été parfois décrit comme celui de la « démocratisation du nationalisme » et de « l'industrialisation de la guerre », ainsi que de la segmentation du marché mondial. L'affirmation progressive du leadership américain aurait eu pour résultat de restaurer, sous l'autorité des États-Unis, les normes et les règles du système Westphalien, avec pour contrepartie une réduction des souverainetés étatiques. Mais, dès le lendemain de la Deuxième Guerre, le début de la guerre froide aurait entraîné un glissement de ce « one-worldisme » rooseveltien, vers le « free worldisme » de Truman.

À l'aube du capitalisme, les réseaux de l'accumulation du capital auraient été complètement encastrés dans les réseaux de pouvoir, avant de s'autonomiser progressivement, à travers une alternance de phases d'expansion matérielle et de phases d'expansion financière. À « l'automne de ce cycle », les entrepreneurs tendraient de manière récurrente à devenir rentiers. Chaque « long siècle » verrait, au fil de ce processus, la montée d'une nouvelle puissance hégémonique. La phase financière apparaît alors comme une phase de double pouvoir au sein de la haute finance : ce fut le cas lors de la guerre de Trente ans, des guerres napoléoniennes ou de la Deuxième Guerre mondiale. En 1783, le service de la dette absorbait 75 % du budget britannique et 25 % de la valeur du

commerce annuel. Mais l'explosion de l'industrie domestique impulsée par la construction navale et le chemin de fer, combinée à la mécanisation de l'industrie textile, transforma le capital industriel britannique en puissant moteur d'expansion, dont les décades prodigieuses de « globalisation » symbolisées par les expositions universelles de 1851 et 1862 furent l'illustration éclatante.

Ces alternances entre phases matérielles (industrielles) et phases financières (ou de financiarisation) relèveraient, selon Arrighi, d'une dialectique récurrente du capitalisme et de la territorialité. Rappelant que le commerce, décisif dans l'accumulation primitive du capital, a toujours eu une dimension subordonnée de production, il n'accorde cependant pas la même importance que Marx à l'inversion caractéristique de l'avènement du capitalisme proprement dit : pour Marx, si le capital et le marché préexistent au capitalisme, le mode de production capitaliste proprement dit devient réellement dominant lorsque le capital industriel s'assujettit le capital commercial et bancaire, autrement dit lorsque la production généralisée de marchandises détermine toute la logique impersonnelle du rapport social.

Dans la phase financière actuelle, marquant l'automne du long XX^e siècle, « l'économie de rapidité » prendrait le pas sur l'économie d'échelle. La vitesse importerait plus désormais que la taille. Après que le réarmement massif de l'après-guerre a joué un rôle décisif dans le dynamisme des trente glorieuses et l'essor de la production matérielle, on aurait assisté, après les alertes récessives de 1967 et 1973-74, à un retour en force de la haute finance, favorisé par l'abandon de la convertibilité du dollar et par l'intensification de la concurrence intercapitaliste au cours des années soixante-dix. Ce mouvement s'est traduit, sur le plan idéologique et

institutionnel, par la contre-réforme libérale initiée sous Reagan et Thatcher. Mais, dès 1998, l'alerte des institutions issues de Bretton Woods face aux crises dites asiatique et russe, a remis à l'ordre du jour des sommets internationaux le besoin de rétablir certaines règles du jeu. Alternant libéralisme économique (libre commerce) et régulation, « le pendule de Pirenne » repartirait-il alors en sens inverse ? Arrighi le prédit d'autant plus hardiment que, conformément à son schéma, la transition en cours devrait se traduire par l'émergence d'un nouveau leadership. Dans son dernier chapitre, un long siècle d'hégémonie japonaise est ainsi imprudemment annoncé : ce pronostic émis en 1994 semble aujourd'hui improbable, du moins pour un avenir prévisible.

Si elle vaut par son approche grand angle des mouvements systémiques du capital, l'analyse d'Arrighi tend à relativiser les éléments de nouveauté au profit d'une sorte d'éternel retour des saisons économiques. Les caractéristiques spécifiques de la globalisation en cours sont ainsi gommées : pas grand-chose de nouveau sous le soleil. Plus grave, cette succession de cycles d'accumulation, sous-tendue par la seule logique du capital, fait pratiquement disparaître le rôle de la lutte des classes dans la détermination des cycles et dans les rythmes économiques. Le changement apparaît comme le résultat mécanique récurrent de contradictions structurelles accumulées. L'événement politique se réduit alors à un accident anecdotique captif des déterminations économiques lourdes. Et chaque crise se résout nécessairement par l'avènement d'un nouveau pouvoir hégémonique et d'un nouveau centre d'accumulation. Un tel schéma ne distingue guère les différentes étapes du développement du capitalisme, pas plus qu'il ne souligne les métamorphoses des formes de domination impériale.

Pourtant, comme l'écrivait Ernest Mandel : « À l'époque du capitalisme de libre concurrence, la production directe de plus-value par la grande industrie était limitée exclusivement à l'Europe occidentale et à l'Amérique du Nord. Le procès d'accumulation primitive du capital se réalisait pourtant en de nombreux autres lieux du monde en même temps, même si son rythme était inégal. Le capital étranger afflua bien évidemment vers les pays qui commençaient à s'industrialiser, mais il fut incapable d'y dominer le processus d'accumulation ». Et il continuait : « À l'époque de l'impérialisme, il y eut un changement radical de toute cette structure. Le processus d'accumulation primitive du capital dans les économies non encore capitalistes s'est retrouvé soumis lui aussi à la reproduction du grand capital occidental. Depuis lors, c'est l'exportation de capital des pays impérialistes et non le processus d'accumulation primitive des classes dirigeantes locales qui a déterminé le développement économique de ce qu'on a appelé plus tard le tiers-monde. Ce dernier se vit alors obligé de répondre aux besoins de la production capitaliste des métropoles. Le processus d'accumulation impérialiste a étouffé par conséquent le développement économique du tiers-monde. »

As Time Goes By From the Industrial Revolutions to the Information Revolution

► De Chris Freeman et Francisco Louça
Oxford University Press, 2001.

Sous ce titre, notre camarade et ami portugais Francisco Louça publie en collaboration avec Chris Freeman un livre de 405 pages, composé de deux grandes parties. La première est consacrée à l'histoire économique et son évolution, la seconde aux mutations de la disci-

plaine. « Cette contribution majeure à l'histoire économique est la tentative la plus impressionnante et la plus convaincante que je connaisse, écrit Eric Hobsbawm, pour appliquer le concept « d'onde longue », comme détermination des rythmes de développement social à l'époque du capitalisme, à la séquence qui va du Lancashire du XVIII^e siècle à la Silicon Valley du XXI^e siècle. C'est aussi un appel à l'économie historique pour sortir de la rétrospective économétrique étroite afin de retrouver la véritable vocation : comprendre et expliquer les transformations historiques séculaires »

Resistencias mundiales De Seattle à Porto Alegre

► Dossier coordonné par José Seoane et Emilio Taddei. Buenos Aires, Clacso, 2001. Après le premier Forum social de Porto Alegre tenu en janvier 2001 et à la veille du second qui se tiendra en février 2002, le Clacso (Conseil latino-américain de Sciences sociales) publie un dossier comportant de riches contributions de Samir Amin, Atilio Boron, Ellen Meiksins Wood, François Houtart, Emir Sader, Walden Bello, Manuel Monereo, etc.

Un autre monde est-il possible ?

► Cahiers trimestriels Alternatives Sud, vol. VIII. Paris-Montréal, Centre tricontinental Louvain-La-Neuve et L'Harmattan, 2001. Les Cahiers Alternatives Sud, édités par le centre Tricontinental de Louvain-La-Neuve publient dans leur dernier numéro un dossier

« à la recherche d'alternatives » : Un autre monde est-il possible ? Au sommaire notamment, une contribution de Samir Amin sur les alternatives à la dimension destructrice de l'accumulation du capital, un article du Japonais Kinhide Mushakoji sur le cinquantenaire de la conférence de Bandung, une étude du Brésilien du Forum de Porto Alegre sur le budget participatif au Rio Grande do Sul, une contribution du Tunisien Hakim Ben Hamouda sur la mondialisation et la marginalisation de l'Afrique. Plus des documents issus du Forum social de Porto Alegre. (Alternatives Sud, c/° Centre tricontinental, avenue Sainte Gertrude, 5, B-1348, Louvain-La-Neuve, Belgique).

The Follies of Globalisation Theories

► De Justin Rosenberg
Londres, Verso, 2000.
Justin Rosenberg part du constat selon lequel la notion de globalisation tend à supplanter celle de modernité. Insistant sur « l'intensification des relations sociales mondiales », elle demeure une catégorie descriptive où ce qui doit être expliqué (la mondialisation, l'accélération, l'expansion) devient par simple retournement le facteur explicatif. Cette transformation de la globalisation en deus-ex-machina apparaît comme un signe de défaillance de l'idéalisme libéral. Rosenberg illustre son propos en critiquant trois « folies » qui jouissent d'un certain écho sur la scène idéologique de la contre-réforme libérale. Celle de Jan Aart Scholte, dans Globalization, a Critical Introduction, fait de la « déter-

ritorialisation » la caractéristique inédite de la globalisation ; Rosenberg rappelle au contraire que le mythe westphalien est largement trompeur et que la montée de la supraterritorialité n'implique nullement la fin des territoires. La seconde « folie » est celle de Rob Walker dans Inside/Outside (Dedans/Dehors) ; la troisième, celle d'Anthony Giddens, dans Consequences of Modernity qui constitue pour Rosenberg le texte fondateur de la globalisation comme théorie sociale. Giddens y dénonce l'incapacité des théories sociales classiques à saisir la réflexivité de la connaissance sociale et les paradoxes de la modernité (la liberté devient servitude ; la richesse, pauvreté). La post-modernité induirait une réapparition massive de l'incertitude au détriment des grands récits de l'émancipation et du progrès garanti. Les risques sont alors ceux d'une dérive apocalyptique de contingences socialement produites (catastrophes écologiques, sanitaires, alimentaires) ; l'expansion de systèmes abstraits de domination sous la pression de la gouvernance globalisée ; l'infusion du savoir humain dans l'environnement matériel. Il en résulterait une conscience de plus en plus aiguë du risque socialement produit, distinct du risque naturel pré-moderne, ainsi que l'apparition de réactions adaptatives : l'acceptation pragmatique, l'optimisme résolu, le pessimisme cynique, et l'engagement radical. La Troisième Voie, dont Giddens est devenu l'idéologue, navigue entre les deux premières conduites, à l'exclusion de tout engagement

Contretemps n° 2
septembre 2001